

I N S T I T U T
de la gestion publique et du développement économique



DROIT

OFFRE DE FORMATION

2019



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES
MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS



L'inflation normative et la judiciarisation des rapports administration/usagers/agents placent aujourd'hui les juristes au cœur de l'activité des services.

Nombreux sont les agents occupant des postes à composante ou à dominante juridique. Pour répondre à la diversité des besoins de formation en matière juridique, l'IGPDE a mis en place une offre de formation complète s'articulant autour des grandes branches structurant notre droit positif: le droit public, le droit privé et le droit pénal. L'Institut propose, pour chacune d'entre elles:

- ▶ **des stages généraux sur les fondamentaux du droit** (initiation aux sources, aux principes et à la démarche juridique). Ils apportent la compréhension des concepts essentiels du droit et donnent des clés aux stagiaires pour les utiliser à bon escient dans l'exercice de leurs fonctions. Ces formations s'adressent à l'ensemble des agents, juristes ou non, qu'ils veuillent se former au droit ou mettre à jour leurs connaissances;
- ▶ **des « formations métier »** relatives à des domaines d'activités précis, pour lesquels une culture juridique spécialisée est indispensable. Ces formations qui permettent d'acquérir de nouvelles compétences sont régulièrement mises à jour et animées par des praticiens confirmés. Elles représentent deux tiers de l'offre juridique présentée par l'IGPDE.

FOCUS

Parcours Légistique

Le catalogue propose un parcours de formation à la légistique en trois modules. Ceux-ci présentent les règles, principes et méthodes à observer dans la préparation des textes normatifs (lois, ordonnances, décrets, arrêtés):

- Les normes juridiques: introduction à la légistique (6424),
- légistique niveau I (6425),
- légistique niveau II (7736).

Les agents peuvent suivre tout ou partie du parcours en fonction de leur niveau de connaissance en droit.

Transpositions des directives européennes (7147)

L'Europe imprègne toutes les politiques internes, un texte économique sur deux (loi ou décret) est d'origine communautaire. Sur les dizaines de directives adoptées à Bruxelles chaque année les deux tiers sont transposées par voie de décret, le tiers restant par la voie législative. Cette transposition implique des modalités d'application bien particulières.

Cette formation opérationnelle propose:

- un décryptage du contexte juridique et une description du travail gouvernemental: principe, recours, astreintes, rôle des différents acteurs;
- la méthodologie de transposition d'une directive (cas pratique).

Pour en savoir plus consultez notre catalogue en ligne :

si vous êtes agent des ministères économiques et financiers : <http://alize.alize/crp/choixcat.asp>

si vous êtes agent d'autres ministères : <http://www11.minefi.gouv.fr/catalogue-igpde>

Vingt neuf formations vous sont proposées

Les fondamentaux

Droit, les fondamentaux	
Introduction au droit (402 *) Initiation, 2 J	Connaître les principes fondamentaux du droit et de la justice.
Optimiser la recherche d'informations juridiques et communautaires (126), Perfectionnement, 2 J	Acquérir une méthodologie de recherche en identifiant et en utilisant toutes les sources d'informations juridiques disponibles.
Droit des données personnelles (RGPD) (8101) Initiation, 1 J	Appréhender le cadre juridique applicable en matière de protection des données tel que résultant de l'entrée en vigueur du règlement européen et de la transposition de la directive dite « Police/Justice », identifier les obligations incombant aux responsables de traitement ainsi qu'aux sous-traitants, identifier les principaux enjeux s'agissant des droits des personnes concernées.
Droit public, les fondamentaux	
Fonctionnement de l'État et de ses institutions (72) Initiation, 1 J	Connaître les règles du système démocratique, les principales institutions politiques et administratives. Interpréter l'organisation et l'évolution des pouvoirs sous la V ^e République.
Droit administratif général (404) Initiation, 2 J	Identifier les fondements du droit de l'administration de l'État. Situer les règles du droit public dans ses rapports avec les particuliers. Analyser et commenter les décisions de justice.
Questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) (6426), Initiation, 1 J - <i>Formation sur demande</i>	Connaître la procédure de QPC et parfaire une stratégie de défense de la loi lorsque des QPC sont posées. Appréhender les suites à donner aux décisions du Conseil constitutionnel.
Droit d'accès aux documents administratifs (6857), Initiation, 1 J <i>Formation sur demande</i>	Connaître le régime d'accès aux documents administratifs.



Chaque formation peut être adaptée sur mesure selon vos besoins spécifiques : une demande de formation doit alors être émise par votre direction ou votre service.

Nos formations se déroulent dans nos locaux de Vincennes

(*) Référence nécessaire pour retrouver cette formation dans le catalogue en ligne et pour s'inscrire. Le calendrier disponible en ligne est susceptible d'être modifié en fonction des contraintes de la formation.

Les modules auront lieu sous réserve d'un nombre suffisant d'inscrits.

Les inscriptions seront retenues dans la limite des places disponibles.

Si un stage vous intéresse et qu'aucune session n'est ouverte, n'hésitez pas à contacter le département des Relations avec les clients.

Les formations métier

Rédaction normative	
Les normes juridiques : introduction à la légistique (6424) Initiation, 1 J	Comprendre et respecter les contraintes des textes juridiques (respect de la hiérarchie des normes, des circuits d'élaboration des textes et choix de la norme adéquate, etc.).
Légistique, niveau I (6425) Pratique, 2 J	Connaître les règles, principes et méthodes qui doivent être observés dans la préparation des textes normatifs pour garantir leur qualité rédactionnelle et, ainsi prévenir les contentieux administratifs.
Légistique, niveau II (7736) Perfectionnement, 2 J	Connaître les règles générales susceptibles de poser des difficultés. Rédiger des textes particuliers. Mesurer le risque contentieux et savoir tirer les conséquences de la décision du juge.
Études d'impact et évaluations préalables des textes normatifs (6888), Initiation, 1 J	Appréhender les procédures liées aux études d'impact. Mettre en œuvre à partir de cas concrets les méthodes d'évaluation des charges et allègements.
Spécialisation droit public et RH	
Gestion des fonctionnaires de l'État (150), Initiation 4 J (2 J + 2 J)	Disposer d'une vision synthétique des statuts des fonctionnaires de l'État et mieux identifier les actes de gestion à accomplir.
Les agents contractuels (6858) Initiation, 2 J	Disposer d'une vision synthétique du cadre juridique de gestion des agents contractuels (connaissance des règles statutaires et réglementaires et du régime de protection sociale dont ils bénéficient).
Déontologie, droits et libertés de l'agent public (129), Initiation 1 J	Identifier la nature et l'étendue des droits et des obligations des fonctionnaires. Mesurer la responsabilité civile, administrative et pénale du fonctionnaire et comprendre en quoi certaines règles de comportement sécurisent l'activité professionnelle.
Responsabilité administrative, civile et pénale du fonctionnaire (130), Perfectionnement, 2 J	Mieux connaître les obligations des fonctionnaires au regard du statut général des fonctionnaires et des Codes civil et pénal ainsi que les conséquences des manquements à ces obligations.
Agent judiciaire de l'État (7491), Initiation, 1/2 J <i>Formation sur demande</i>	Connaître les missions et l'organisation de l'agent judiciaire de l'État : la défense des intérêts pécuniaires de l'État, la gestion des contentieux en réseau, et le traitement d'un dossier contentieux.

Spécialisation droit public et Europe	
Les fondamentaux du droit européen (7142), Initiation, 2 J	Connaître la hiérarchie des normes européennes et comprendre le fonctionnement et le rôle de la CJUE ainsi que l'imbrication des systèmes juridiques français et européen.
Transposition des directives européennes (7147), Perfectionnement, 2 J	Identifier les acteurs et les enjeux de la transposition et s'approprier la méthodologie permettant de transposer une directive
Droit européen de la concurrence (7143), Perfectionnement, 2 J	Connaître les pratiques anticoncurrentielles, leurs exceptions et comprendre l'articulation entre le droit européen et le droit national.
Droit européen des droits de l'homme (7145), Perfectionnement, 2 J <i>Formation sur demande</i>	Appréhender la procédure devant la CEDH et connaître les droits protégés par la CESDH
Aides d'État (7146), Perfectionnement, 2 J	Comprendre l'impact la réglementation applicable aux aides d'État lors de la conception de dispositifs d'intervention publique.
Droit privé	
S'initier au droit des entreprises et des sociétés (8087), Initiation, 2 J	Identifier les différentes formes juridiques d'entreprises; identifier les règles de constitution et de fonctionnement des sociétés commerciales; apprécier les critères de choix d'une structure.
Droit des sociétés et gouvernance (8088), Perfectionnement, 2 J	Identifier les principes de la gouvernance des sociétés, appréhender les problématiques de gouvernance dans les structures plus complexes, appréhender certaines problématiques spécifiques aux entités cotées.
Accompagner les entreprises en difficulté (6351), Perfectionnement, 2 J	Apprécier le processus de détérioration de la situation d'une entreprise; identifier les possibilités de redressement et les actions possibles; discerner les différentes procédures de prévention et de procédures collectives; identifier le rôle des différents acteurs impliqués.
Droit de la consommation (411), Perfectionnement, 2 J	Appréhender les principales règles d'information et de protection des consommateurs (avant l'acte d'achat et dans le cas des contrats réglementés) ainsi que le règlement des litiges.
La propriété intellectuelle dans l'administration (8406), Initiation, 2 J	Appréhender les enjeux des droits de propriété intellectuelle pour l'administration et identifier les créations immatérielles protégées; connaître le rôle de l'APIE; approfondir les connaissances en droit d'auteur et en droit de la propriété industrielle (marques, noms de domaine, dessins et modèles, brevets).
Droit pénal	
Droit pénal des affaires (919), Initiation, 2 J	Appréhender les principales infractions du droit pénal des affaires. Identifier les éléments constitutifs de ces infractions, leur répression et les responsabilités susceptibles d'être mises en cause.
Règles essentielles du droit pénal et de la procédure pénale (408) Perfectionnement, 3 J	Comprendre les grands principes du droit et de la procédure pénale, l'organisation judiciaire en matière pénale et l'articulation des différents acteurs judiciaires et mieux suivre les évolutions juridiques.
Conférences	
Conférences Rencontres juridiques (7873) - 1 h 30 (3 ou 4 conf./an)	Bénéficier du regard d'intervenants de référence sur les grandes évolutions législatives ou jurisprudentielles en cours, leurs impacts sur les métiers des ministères économiques et financiers. Identifier les enjeux stratégiques.

Institut de la gestion publique
et du développement économique (IGPDE)
20, allée Georges-Pompidou
94306 Vincennes CEDEX
<https://www.economie.gouv.fr/igpde>
N° Agrément organisme de formation : 11 94 P 003694

L'IGPDE est à votre écoute.
Le département des Relations avec les clients (RÉCIT)
est votre interlocuteur privilégié.

Pour tout contact :
téléphone 01 57 53 22 22
courriel info.igpde@finances.gouv.fr